Déclaration à la presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur les relations franco-canadiennes et sur la situation en Syrie et au Mali, à Paris le 11 octobre 2012.

2012-10-11

Mesdames et Messieurs, je suis ravi de vous retrouver avec mon ami Monsieur John Baird qui est le ministre des affaires étrangères du Canada.

Nous venons d'avoir un entretien à la fois très chaleureux et très productif avec John Baird. Nos discussions ont confirmé qu'il y a une très forte identité de vues entre la France et le Canada, notamment sur les réponses à apporter aux crises internationales ; nous avons parlé du Sahel, de la Syrie et de l'Iran.

Sur le dossier syrien en particulier, nous avons décidé de renforcer notre coopération sur le terrain. Nous avons également exprimé notre volonté commune que l'Union européenne et le Canada concluent, si possible d'ici la fin de cette année, les négociations sur leur accord économique et commercial global. Cet accord est très ambitieux mais il est souhaitable et il devrait pouvoir constituer un atout pour ce qui est notre priorité à l'un et à l'autre, c'est-à-dire, la croissance, l'emploi de chaque côté de l'Atlantique.

Cet entretien a été aussi l'occasion de confirmer la qualité du partenariat entre le Canada et la France. Nous avons des liens amicaux qui sont très solides, nous avons des relations économiques qui sont profondes, des relations culturelles, des relations humaines et tout cela doit nous conduire à envisager des coopérations renforcées notamment pour ce qui concerne les investissements croisés, les jeunes et, d'une façon générale, toutes les questions économiques.

Le Premier ministre canadien rencontrera le président de la République d'ici deux jours au Sommet de la Francophonie à Kinshasa et nous ferons état auprès de nos deux responsables de la teneur de nos conversations C'est à la fois un honneur, un plaisir et un moment très amical que d'accueillir mon homologue canadien. Il sait qu'il est ici chez lui.

Q - Avez-vous eu l'occasion d'aborder la question de l'arrivée au pouvoir au Québec d'un nouveau gouvernement indépendantiste ?

R - Oui, nous avons abordé la question générale des relations entre le Canada, la France et le Québec. C'est une question que nous connaissons bien et d'ailleurs que je connais bien moi-même. Le seul et mince privilège d'avoir été depuis longtemps aux responsabilités, c'est en effet de connaître comment les choses se présentent. Mme Marois va venir la semaine prochaine, nous l'accueillerons avec beaucoup de plaisir et de chaleur. Quant aux relations générales que nous avons, vous savez que nous avons des relations très bonnes avec le Canada qui est un État et un pays ami. Nous avons également des relations très bonnes, chaleureuses et amicales avec le Québec. Nous n'avons pas à nous ingérer dans ce que sont les affaires intérieures du Québec mais on sait bien qu'il y a une relation particulière, pour des raisons évidentes, entre le Québec et la France.

Je crois que cela ne pose aucun problème particulier. J'ai été très heureux d'accueillir aujourd'hui mon homologue canadien. François Hollande sera heureux de s'entretenir après-demain avec le Premier ministre canadien et nous serons heureux d'accueillir la semaine prochaine la nouvelle Première ministre du Québec.

Q - On dit que la France et le Canada ont décidé de renforcer leur coopération en Syrie. Pouvez-vous, Monsieur le ministre, nous donner quelques détails ?

R - Vous savez que l'une des initiatives prises par la France est d'intervenir par son aide dans les zones libérées.

De quoi s'agit-il ?

Il y a, quand vous regardez la carte de la Syrie, un certain nombre de zones qui se sont dégagées de l'emprise de Bachar Al-Assad et qui sont désormais administrées par des personnes de la société civile, des résistants. Ces zones qui sont importantes ont des problèmes qui sont de l'ordre du ravitaillement en pain, en nourriture, en électricité, des problèmes médicaux, des problèmes d'aménagement pour débarrasser les ordures, pour faire en sorte que la police puisse faire son travail.

La France a pris l'initiative d'aider concrètement un certain nombre de ces zones libérées. Ces initiatives concrètes ne règlent pas à elles seules le problème de la Syrie, bien sûr, mais aident vraiment la population. J'ai été frappé de constater qu'elles ont été plébiscitées, non seulement par les habitants - c'est cela qui est l'essentiel - mais aussi par beaucoup de nos partenaires internationaux qui cherchent comment aider la Syrie. Le Canada en particulier qui s'est montré très généreux en Syrie, qui est très attentif à ce qui se passe a bien voulu porter une appréciation positive sur ces initiatives. Nous allons donc faire en sorte que ces initiatives, dans telle ou telle partie de la Syrie, puissent être menées conjointement par la France, le Canada et, le cas échéant, avec d'autres pays amis. Ce qui nous importe, c'est d'aider la population et de faire en sorte, le plus vite possible, que le peuple syrien soit libre.

C'est donc autour de ces zones libérées en particulier que nous avons décidé d'agir ensemble.

Q - Pour faire suite à cette question concernant la Syrie, vous parlez de l'aide humanitaire mais, est-il aussi question d'envisager une aide militaire, que ce soit au niveau de l'armement ou au niveau de la logistique ?

R - En ce qui concerne la France, pour le moment il y a un embargo européen sur les armes. Donc, en tant que Français, nous avons dit que nous étions disponibles pour un certain nombre d'équipements tels que ceux qui sont utilisés pour la communication cryptée. En revanche, nous avions dit que nous respecterions cet embargo européen et donc, nous ne livrons pas d'armes.

Nous savons par ailleurs qu'il y a des armes qui sont livrées par les Russes, par les Iraniens au régime de Bachar Al-Assad et qu'il y a aussi un certain nombre d'armements qui sont livrés par tel ou tel pays aux résistants.

Mais en ce qui nous concerne, dans les circonstances présentes, nous ne livrons pas d'armes.

J'ajouterai que, l'un et l'autre, nous souhaitons vivement qu'il y ait une union de l'opposition. Cela nous paraît être quelque chose de très important. Vous savez sans doute qu'il y aura bientôt une réunion à Doha dont c'est l'objectif. J'ai reçu ici, avant-hier, le président du Conseil national syrien avec lequel je me suis fréquemment entretenu et j'ai insisté auprès de lui sur la nécessité d'aller vers cette union aussi rapide et aussi large que possible de tous les résistants syriens.

Q - Concernant les livraisons d'armes russes, avez-vous eu des éléments par votre homologue turc aujourd'hui, après que l'avion en provenance de la Russie ait été arrêté ?

R - Non, je ne l'ai pas eu au téléphone. J'ai eu notre ami Ahmed Davutoglu il y a quelques jours mais c'était avant ces événements. Il m'avait appelé après qu'ont eu lieu les frappes syriennes contre le territoire turc qui ont tué une famille turque.

Q - Concernant le Mali, quand espérez-vous faire voter le projet de résolution que vous avez déposé au Conseil de sécurité ?

Et, auriez-vous des informations sur un ressortissant français arrêté dans la région qui souhaitait se rendre au nord du Mali faire le jihad ?

R - Oui nous avons ces informations mais je n'apporterai pas de détails supplémentaires sur ce point.

En revanche, s'agissant de la résolution qui est la première des deux que nous souhaitons faire voter puisqu'une deuxième est prévue dans un délai d'un mois, nous sommes en train de terminer les ajustements et nous espérons qu'elle sera examinée et votée demain ou après-demain, en tout cas très rapidement dans les jours qui viennent. Je disais à mon ami John que, même si tout cela est très difficile, j'ai vu avec beaucoup d'intérêt que, - en particulier depuis la réunion qui s'est tenue aux Nations unies, réunion dite ?? haut niveau sur le Sahel, - l'état d'esprit de beaucoup de pays avait évolué et à mon avis, évolué dans le bon sens.

Nous avons eu quand même, depuis cette réunion, la nomination de Romano Prodi que j'ai eu au téléphone et que je verrai prochainement, comme coordinateur des Nations unies pour l'ensemble des questions du Sahel. Nous avons eu beaucoup de contacts avec des pays voisins. Nous avons un accueil qui est, dans l'ensemble, très positif de la résolution mise en délibération et notamment un accueil des membres permanents du Conseil de sécurité. Tout cela va dans le bon sens si je puis dire et c'est nécessaire car la situation au Nord-Mali est extrêmement préoccupante. Comme nous le disions lors de notre entretien, non seulement il y a le problème du Mali en tant que tel, - il faut recouvrer l'intégrité du Mali, il faut faire en sorte que la sécurité soit assurée au Mali et dans les pays voisins - mais c'est une menace pour toute l'Afrique. Car, si le terrorisme s'installe au nord du Mali, terrorisme qui, d'après nos informations relie à la fois le terrorisme avec des violences physiques, le terrorisme idéologique, le terrorisme avec prise d'otages, le terrorisme de l'acquisition d'armes, le terrorisme de la drogue, car les narcotrafiquants et les terroristes font leur jonction, si tout cela s'installait, cela constituerait une menace pour le développement de toute l'Afrique y compris pour l'Afrique de l'Est. Des chefs d'État et de gouvernement ou des ministres des Affaires étrangères m'ont fait confidence qu'un certain nombre de terroristes de leur pays situés à l'est de l'Afrique allaient se former au Nord-Mali pour revenir ensuite à l'est de l'Afrique et ensuite essayer d'en déstabiliser les pays.

C'est donc une nécessité qui est de plus en plus ressentie. Nous voulons jouer un rôle de facilitateur pour trouver une solution. Le Canada est notamment un intervenant humanitaire important en Afrique et la générosité, l'activité économique, sociale, humanitaire dont fait preuve le Canada seront évidemment bien utiles. J'ajoute que nous avons à travailler sur ce sujet lundi prochain au niveau de l'Europe puisque nous avons une réunion qui a trait à ce sujet. J'ai été heureux d'avoir communication aujourd'hui du projet de décision en préparation, qui est un projet excellent et qui, je l'espère recueillera l'adhésion générale.

Q - Rapidement, je voudrais revenir sur la question québécoise. Le président Sarkozy avait très nettement rompu avec la politique traditionnelle de non ingérence dans l'indifférence en prenant partie ouvertement pour le Canada. Clairement, le retour d'élection du président Hollande et le retour des socialistes marque-t-il le retour de la politique traditionnelle dite de non ingérence dans l'indifférence ?

R - Je pense que le souhait du gouvernement français actuel, c'est d'avoir d'excellentes relations avec le Canada et en même temps, d'excellentes et particulières relations avec le Québec. De plus, et c'est tout à fait possible, c'est ce qui se met en place sans difficulté. Par ailleurs et comme vous le savez, même si nous ne cherchons pas à nous distinguer systématiquement de la politique précédente, il n'est pas inscrit dans le programme du nouveau président de la République qu'il doive, sur tous les plans, faire la même chose que son prédécesseur. Par exemple, demain, François Hollande se rend à Dakar, je l'accompagnerai et je voudrais vous révéler un scoop : le discours qu'il prononcera ne sera pas le même que celui qu'avait prononcé en son temps le président Sarkozy. Notre conception n'est pas que l'homme africain n'est pas entré dans l'Histoire, non.

En Afrique, il y a des changements, en Europe, il y a des changements et après tout, je crois qu'aucun Européen ne se plaindra du fait que désormais, la croissance - nous en parlions - soit à l'ordre du jour. On a besoin de sérieux budgétaire, c'est ce que nous faisons en France, nous serrons les dépenses. Nous avons été obligés de décider un certain nombre d'impôts, ce qui n'est jamais bien agréable, mais en même temps, nous ajoutons de la croissance. Il y a donc des éléments de changement.

Pour ce qui concerne les relations avec le Canada, je peux vous rassurer, elles resteront excellentes. Mais le fait qu'elles soient excellentes ne signifie pas que d'autres doivent être mauvaises. Et donc, les relations avec le Québec sur un autre plan seront également tout à fait excellentes.

Nous allons notre chemin, nous avançons sur le plan intérieur, nous essayons d'avancer sur le plan extérieur aussi. Je suis extrêmement heureux de voir que les relations avec le Canada continueront d'être excellentes et même se développeront encore plus. C'est même le sens de ce que nous avons examiné avec mon ami John. Ce sont là des choses concrètes, comment faire plus pour l'économie, comment faire plus pour les jeunes, comment faire plus pour l'emploi, comment faire plus pour la culture. Le Canada y est attaché, la France aussi.

Donc nous avançons.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 15 octobre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/186094-declaration-la-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etra